

## 2 Politique

Législatives/Opposition/CNR  
Jean Eyeghe Ndong se justifie

O. N. &amp; C.O.

Libreville/Gabon

**Le sénateur du 1er siège du deuxième arrondissement de Libreville était face aux populations de sa circonscription électorale le week-end écoulé. Occasion pour lui de motiver sa position selon laquelle le camp politique de Jean Ping ne doit pas aller au prochain scrutin législatif.**

L'ANCIEN Premier ministre sous feu Omar Bongo Ondimba, Jean Eyeghe Ndong, par ailleurs sénateur du 1er siège du deuxième arrondissement de Libreville, a animé une causerie politique, le week-end écoulé à sa permanence politique sise au quartier Nkembo. Le principal sujet à l'ordre du jour était la position qu'il défend sur la participation ou non de la Coalition pour la nouvelle République (CNR), formée autour de Jean Ping, aux élections législatives pré-



Photo : Chris Oyame

Jean Eyeghe Ndong demande à son camp de ne pas prendre part aux prochaines législatives.

vues le 28 avril 2018 au plus tard. Selon le parlementaire, ce camp politique ne doit pas prendre part à ce scrutin. Pour justifier sa position, Eyeghe Ndong brandit des arguments qu'il qualifie de "contentieux". Le premier est que "les résultats de la Présidentielle d'août 2016

ont été truqués". Le second est relatif "aux morts enregistrés le 31 août 2016 lors de l'attaque du quartier général (QG) de Jean Ping, alors principal candidat de l'opposition". A cela, l'orateur a ajouté l'existence des "prisonniers politiques". "Il est important, a dit Jean Eyeghe Ndong, que nous ré-

glions absolument ces contentieux, avant d'aborder l'aspect des élections législatives dont on parle tant. Tant que ces problèmes ne sont pas réglés, les élections législatives n'ont pas d'objet". Et de souligner que si malgré cette situation le gouvernement en place organise ce scrutin, "Jean Ping

et ses partisans continueront leur lutte jusqu'à la récupération de leur victoire volée". L'homme a donné quelques coups à ceux qui, au sein de la CNR, tiennent absolument à participer aux élections d'avril 2018. "Le problème des élections est pour moi basement maté-

riel, parce qu'il y a des gens qui veulent y participer pour devenir député", a-t-il déploré. A noter que ce soutien de Jean Ping n'a pas manqué de critiquer la gouvernance du pouvoir en place. Il a d'ailleurs dressé un tableau noir de l'action du gouvernement.



Photo : Chris Oyame

Plusieurs habitants de Soféga et ses environs écoutant attentivement leur leader politique, Jean Eyeghe Ndong.

## Opposition/UPG

## Des sanctions à venir pour "les Mamboundouistes"

SM

Libreville/Gabon

**C'est ce que laisse entendre le secrétaire général de l'Union du Peuple gabonais (UPG), Parfait Mihindou Boussougou, dans sa déclaration du 3 mars dernier. Laquelle fait suite à la naissance, il y a quelques semaines, d'un courant baptisé les "Mamboundouistes", au sein de cette formation politique qui se réclame de l'opposition dite "républicaine".**

**C'EST** la guéguerre actuellement au sein de l'Union

du Peuple gabonais (UPG). Cela était prévisible. Le secrétariat exécutif de ce parti politique de l'opposition dite "républicaine" n'est pas resté indifférent, après la sortie, le 17 février dernier, d'un groupuscule de ses militants se réclamant d'un courant, les "Mamboundouistes", au sein du parti. Un acte que son président Mathieu Mboumba Nziengui juge de nature à vouloir semer le trouble au sein de l'UPG et à plomber la cohésion et l'unité de ses militantes et militants. Ainsi, dans sa déclaration, samedi dernier, au siège de l'UPG, sis au quartier Awendjé, dans le qua-



Photo : D.R.

Une vue des membres du secrétariat exécutif.

trième arrondissement de Libreville, le secrétaire général de l'UPG, Parfait Mihindou Boussougou a clairement laissé entendre que ces derniers "se sont rendus coupables de lourdes

sanctions décidées par le Conseil du secrétariat exécutif de l'UPG, réuni en session extraordinaire, le 22 février dernier". Ce d'autant que l'acte posé par ces "compagnons" n'est rien

d'autre qu'une violation flagrante des dispositions statutaires du parti politique créé par feu Pierre Mamboundou Mamboundou dont se réclame les membres dudit courant. Reste que, pour l'heure, a précisé Mihindou Boussougou, ladite décision de sanction suit sa procédure au niveau du Commissariat général de l'UPG en charge de l'Ethique, la Discipline et la Solidarité. L'organe judiciaire et d'intermédiation de cette formation politique. Ceci dit, cette situation qui prévaut aujourd'hui au sein de l'Union du peuple gabonais ne surprend pas plus d'une personne. Ce d'au-

tant plus que l'actuel homme fort du parti est soupçonné depuis un moment, de vouloir détenir une mainmise totale sur cet héritage légué par feu Mamboundou, à l'ensemble de siens. C'est donc fort de cela, qu'il y a quelques semaines, plusieurs cadres du parti se sont retrouvés pour annoncer la naissance d'un nouveau courant baptisé les "Mamboundouistes". Histoire de revenir aux fondamentaux de l'UPG et de redynamiser le parti pour lui redonner son éclat d'antan. C'est donc contre ces derniers que Mathieu Mboumba Nziengui et les "siens" entendent faire valoir leur loi.

Miroir du Gouvernement  
Le temps d'un retour

NOUS sommes de retour. Après un temps qui a paru si long. Autant pour nous que pour vous, chers lecteurs. Les raisons d'une telle absence ? Vous ne les saurez pas. Sauf à croire, dur comme fer, que la vérité du temps est implacable. Et qu'elle nous permettra, un jour, de gratter quelques lignes sur ce qui s'apparente à une "absence injustifiée". Pour l'instant, nous optons pour le silence. Pour ce clap de retour, nous avons décidé de revenir sur une affaire qui a récemment défrayé la chronique, et surtout a été la principale cause du dernier remaniement du gouvernement Isoze Ngondet. Vous l'avez compris, il s'agit d'une affaire insolite concernant un ministre (désormais ex) de la République,

Yves-Fernand Manfoumbi qui, au nom de la tradition, selon ses défenseurs, en se roulant au sol, n'a pas moins déshonoré, aux yeux des millions d'observateurs des réseaux sociaux (Facebook, Whatsapp, Twitter et autres Instagram), sa fonction. Qui peut tolérer pareilles scènes dans un environnement envahi par les nouvelles technologies de l'information ? Assurément personne. Même pas le gouvernement dans lequel le «débarqué» était un des membres influents. C'est vrai que les siens ont tenté de venir à sa rescousse en attribuant à la tradition "punu" le caractère grotesque des gestes dont il aurait pu se passer. Même s'il faut considérer que tout cela a été pris hors de son contexte, il n'empêche que le fait

d'avoir pris des images et de les divulguer changeait toute la donne. Avec le débarquement de l'ancien ministre de l'Agriculture, c'est un message de fermeté que le chef du gouvernement, Emmanuel Isoze Ngondet, lance à ses ministres. Désormais, l'exhibitionnisme sur fond d'indécence devrait se payer cash. Nous savons de nombreux politiques gabonais adeptes de mises en spectacle à la lisière du ridicule, ils sont désormais avertis de ce que ce type de comportement ne saurait plus être toléré. Car, à l'heure où la crise bat son plein, où les problèmes des populations se multiplient, et donc au moment où le gouvernement a un agenda des plus difficiles, personne ne comprendrait toute at-

titude frisant la distraction. La complaisance, qui amène certaines autorités à ne pas souvent se gouverner face à des situations qui appellent à la retenue, est à proscrire pour ne pas tomber dans les travers de la facilité et de la démesure. Si des compatriotes, notamment parmi les premiers soutiens du chantre de la «Ngounié forte», accusent le Premier ministre et le vice-président de la République d'avoir orchestré le renvoi de "Manf10" du gouvernement, d'autres rétorquent qu'aucune de ces deux personnalités ne l'a envoyé se rouler au sol, au point de se passer pour ce qu'il n'est pas. Ici, est clairement posée la question de la responsabilité des actes que chacun devrait assumer dès qu'il y a polémique. Il va donc fal-

loir veiller, pour ceux qui sont encore aux affaires, de s'abstenir de toute attitude compromettante. Au risque, comme leur ancien collègue, d'être couvert d'opprobre et d'être prié de prendre la porte. Comme cela n'aura échappé à personne, dans un contexte de perpétuel mouvement, il est plus facile de tomber d'un strapontin que de s'y maintenir. Sans qu'il ne soit demandé à quiconque d'être totalement irréprochable, le tout consiste à savoir se tenir en public. Surtout lorsque l'on est membre du gouvernement. A espérer que cette affaire est rangée dans les placards de l'histoire politique récente du pays, afin que plus aucune personnalité publique ne soit mise à l'index de la sorte.